



20241386

ARRÊTÉ N°

**mettant en demeure la Société Traitement de Surface Clermontois (TSC)
située sur la commune d'AUBIERE
de finaliser la mise en sécurité du bâtiment incendié en 2017**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 1997, autorisant la Société REC à exploiter ses installations de traitement de surface, sur le territoire de la commune d'Aubière ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08/03877 du 21 novembre 2008 modifiant et remplaçant les dispositions appliquées à la Société Revêtements Electrolytiques Clermontois (REC) pour l'exploitation de ses installations de traitement de surface, sur le territoire de la commune d'Aubière ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014261-0034 du 18 septembre 2014 modifiant les dispositions de l'Arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 et imposant des garanties financières ainsi que la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans l'eau à la société REVÊTEMENTS ELECTROLYTIQUES CLERMONTOIS (REC) sur le territoire de la Commune de Aubière ;

Vu la demande de modification faite par l'exploitant par courrier du 18 mai 2017 ;

Vu la demande du 25 avril 2018, par laquelle Monsieur Michel JANUEL, agissant en qualité de Gérant de la société à responsabilité limitée Traitement de Surface Clermontois (TSC), sollicite d'être autorisée à transférer à son profit l'autorisation du 7 mars 1997 précitée de l'atelier de traitement de surface sis 22 rue des Sauzes sur le territoire de la commune d'Aubière ;

Vu les documents annexés à la demande ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2023-0783 du 17 mai 2023 modifiant les prescriptions applicables à la société TSC située sur la commune d'Aubière, et notamment son article 12 relatif à la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié en 2017 ;

Vu le rapport du 13 mars 2023 de l'Inspection des Installations Classées, suite à la visite d'inspection du 03 mars 2023 des installations de la société TSC sise 22 rue des Sauzes à Aubière ;

Vu le rapport du 17 juillet 2024 de l'Inspection des Installations Classées, suite à la visite d'inspection du 06 juin 2024 des installations de la société TSC sise 22 rue des Sauzes à Aubière, transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 19 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet transmis ;

Considérant que suite à l'incendie du 20 janvier 2017 qui a ravagé la moitié du bâtiment (sa partie sud), l'exploitant avait fait vidanger et évacuer tous les produits et déchets contenus dans les bacs de traitement et divers stockages ;

Considérant que lors de l'inspection du 06 juin 2024, l'inspecteur de l'Environnement (catégorie installations classées) a constaté que l'état du bâtiment incendié en 2017 s'était fortement dégradé par rapport à la précédente visite du 3 mars 2023 :

- des éléments de toiture (contenant de l'amiante) sont tombés au sol tandis que d'autres menacent de s'effondrer,
- une partie du mur présent au sud et séparant le bâtiment de la zone commerciale s'est écroulée,
- beaucoup d'équipements encomrent toujours le sol tels que des anciens bacs de traitement vides, des poutres métalliques, des caillebotis, des fûts plastiques vides,
- plusieurs câbles et gaines d'aspiration sont suspendus et menacent de tomber ;

Considérant que des intrusions de personnes ont eu lieu dans cette partie du bâtiment ;

Considérant ainsi que la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié en 2017 n'est pas effective et que l'état général du bâtiment comprenant un sous-sol, représente des risques importants pour les personnes et l'environnement autour, lequel est constitué de bâtiments industriels et commerciaux ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2023 susvisé, lequel fixait un délai de 12 mois pour finaliser la mise en sécurité ;

Considérant qu'il est nécessaire de finaliser rapidement la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié en 2017 afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TSC de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2023 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société TSC (SIRET : 82969161700015), dont le siège social est situé 22 rue des Sauzes 63170 AUBIERE, exploitant un atelier de traitement de surface à la même adresse est mise en demeure de respecter l'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2023 susvisé en finalisant la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié, sous un délai maximal de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Dans un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra les éléments justifiant les démarches engagées pour procéder à cette mise en sécurité : plan d'actions, devis, etc...

Les modalités de gestion des déchets doivent respecter la réglementation en vigueur et l'exploitant doit être en mesure de justifier les filières appropriées.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La juridiction administrative peut aussi être saisie aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société TSC et publié au recueil des actes administratifs du département. En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de deux mois.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera également adressée :

- au Responsable de l'Unité inter-Départementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme de la DREAL à Clermont-Ferrand ;
- au Maire d'Aubière ;
- au Directeur départemental des Services départementaux d'Incendie et de Secours du Puy-de-Dôme.

Clermont-Ferrand, le **13 AOUT 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Jean-Paul VICAT

